

Les zones rurales, des territoires attractifs malgré le recul des services publics, selon un sondage

(AFP) -

Les zones rurales bénéficient d'une image "très positive" de territoires attractifs mais restent confrontées au recul des services publics, ce qui alimente un sentiment d'abandon, selon un sondage Ifop publié mercredi pour Familles rurales.

A la veille de l'annonce d'un plan "France ruralités" par la Première ministre Elisabeth Borne, l'association de consommateurs estime dans un communiqué que l'image "négative et parfois décliniste" des territoires ruraux semble avoir laissé place à celle de "territoires d'avenir".

Quelque 59% du grand public et 75% des ruraux considèrent ainsi que le monde rural connaît un renouveau, selon le sondage.

Néanmoins, les zones rurales "demeurent plus que jamais confrontées au recul des services publics", constate l'association. 60% des ruraux font notamment état "d'une dégradation de l'accès aux services publics ces dernières années" et 66% aux services de santé.

De plus, le déficit de services publics est le "principal frein" identifié par le grand public (à 70%) pour s'installer en zone rurale, selon les personnes interrogées.

A ces difficultés structurelles s'ajoutent des problèmes conjoncturels comme l'inflation, qui a eu un impact plus important pour les habitants des zones rurales en raison de l'explosion du prix de l'énergie et des carburants.

"Pour faire reculer la fracture territoriale et préparer l'avenir, il est temps pour les pouvoirs publics (...) de déployer une véritable politique structurelle", a assuré Guylaine Brohan, présidente de Familles rurales, citée dans le communiqué.

Cette synthèse s'appuie sur deux sondages Ifop réalisés en ligne entre le 27 avril et le 11 mai auprès de deux échantillons de 1.002 et 1.505 personnes représentatives de la population française rurale de 18 ans et plus, sélectionnés selon la méthode des quotas.

L'association du "Parlement rural français", qui regroupe élus, chercheurs, entreprises et associations agissant en milieu rural, a annoncé de son côté l'adoption d'une "résolution" pour mieux répondre aux enjeux du monde rural.

"L'agenda rural de 2019 est une juxtaposition de mesures, certes utiles, mais j'attends aujourd'hui que le gouvernement nous donne sa vision de la ruralité et nous dise quelles perspectives il offre aux jeunes qui veulent s'installer en milieu rural", a déclaré à l'AFP le sénateur Bernard Delcros (Union centriste), président de l'association.

Parmi les mesures réclamées, une reconnaissance des services rendus par le monde rural pour préserver la biodiversité, en faisant passer de 40 à 100 millions d'euros en 2024 la "dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité et la valorisation des aménités rurales".

Le Parlement rural demande aussi au gouvernement de "structurer une offre de services performante dans les domaines de la santé, des mobilités, de l'éducation ou encore des infrastructures ferroviaires".

Afp le 14 juin 23 à 05 04.